

**Assemblée générale**

Distr. générale
10 février 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session
Point 131 de la liste préliminaire*
Planification des programmes

Projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015**Deuxième partie : plan-programme biennal****Programme 23**
Aide humanitaire**Table des matières**

	<i>Page</i>
Orientation générale	2
Sous-programme 1. Analyse des politiques	3
Sous-programme 2. Coordination de l'action humanitaire et des interventions d'urgence	4
Sous-programme 3. Réduction des catastrophes naturelles	7
Sous-programme 4. Services d'appui d'urgence	9
Sous-programme 5. Information et mobilisation dans les situations d'urgence humanitaire . .	10
Textes portant autorisation	12

* A/67/50.

Orientation générale

23.1 Le programme vise essentiellement, d'une part, à faire en sorte que la communauté internationale engage à temps une action cohérente et concertée pour faire face aux catastrophes et aux situations d'urgence et, d'autre part, à faciliter la transition de la phase des secours d'urgence à celle du relèvement et du développement. Le texte qui en porte autorisation est la résolution 46/182 de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a énoncé les principes fondamentaux de l'aide humanitaire et rappelé les décisions et résolutions adoptées précédemment par elle-même et par le Conseil économique et social concernant l'aide humanitaire et le rôle joué par le Secrétaire général dans la direction des interventions en cas de catastrophe naturelle ou d'autre crise humanitaire. Le mandat défini dans cette résolution a été confirmé et élargi par d'autres résolutions de l'Assemblée, du Conseil économique et social et du Conseil de sécurité. C'est au Bureau de la coordination des affaires humanitaires qu'il incombe d'exécuter le programme et d'en atteindre les objectifs, conformément aux initiatives en cours visant à renforcer la prévisibilité, la responsabilisation et les partenariats en matière d'intervention humanitaire.

23.2 La stratégie d'exécution du programme s'articule autour des éléments suivants : élaboration et promotion d'une politique humanitaire commune pour le système des Nations Unies et ses partenaires; mobilisation et coordination de l'aide en cas de situation d'urgence humanitaire; développement et mobilisation de la capacité de l'ONU d'accélérer l'acheminement de l'aide humanitaire internationale; renforcement des politiques et pratiques liées à l'adaptation au changement climatique, au développement durable et à l'environnement au moyen d'une solide stratégie de réduction des risques de catastrophe; sensibilisation aux questions humanitaires; et accès en temps voulu à des informations pertinentes concernant les situations d'urgence et les risques de catastrophe naturelle. L'exécution des activités de réduction des risques de catastrophe incombe principalement au secrétariat interinstitutions de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires collabore étroitement avec le Bureau de la coordination des activités de développement du Programme des Nations Unies pour le développement, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix et d'autres entités du système des Nations Unies pour faciliter le passage de la phase des secours aux activités de relèvement et de développement. Il encourage et favorise le renforcement de la capacité d'action de façon à accélérer la fourniture de l'aide humanitaire dans les situations d'urgence au moyen de la coopération régionale, conformément à son mandat.

23.3 Pour accomplir sa mission, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires est résolu à œuvrer vers plus d'égalité entre les sexes. Il a élaboré une politique sur la question, qu'il met en œuvre dans le cadre de son Plan d'action pour l'égalité des sexes. Divers outils, notamment une pochette d'information, le Guide pour l'intégration de l'égalité des sexes dans l'action humanitaire établi par le Comité permanent interorganisations, l'Équipe volante de spécialistes de l'égalité des sexes et ses conseillers, ainsi qu'une meilleure analyse de l'utilisation des fonds alloués aux projets axés sur les femmes, fournissent des orientations concrètes sur les moyens d'assurer l'égalité des sexes dans tous les domaines d'activité de façon que tous, hommes, femmes, filles et garçons, bénéficient des mesures de protection et d'aide humanitaires.

Sous-programme 1

Analyse des politiques

Objectif de l'Organisation : Assurer la cohérence de l'action humanitaire sur les plans stratégique et opérationnel

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Amélioration de la coordination des organismes et entités des Nations Unies et de leurs interventions avec celles du Comité international de la Croix-Rouge, de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, de l'Organisation internationale pour les migrations et des organisations non gouvernementales concernées	a) Augmentation du nombre d'accords conclus par le Comité permanent interorganisations traitant de normes propres à améliorer les mécanismes et les structures de coordination au Siège et sur le terrain
b) Amélioration de la planification, du suivi et de la responsabilisation en cas de catastrophe et dans les situations d'urgence, y compris pendant le passage de la phase des secours à celle du développement	b) Pourcentage des recommandations formulées dans le cadre d'évaluations interorganisations qui sont appliquées par les organismes humanitaires
c) Amélioration des capacités des coordonnateurs des opérations humanitaires des Nations Unies concernant la protection des civils	c) Nombre de coordonnateurs résidents et de coordonnateurs de l'action humanitaire formés à l'application des directives relatives à la protection des civils

Stratégie

23.4 La responsabilité de l'exécution de ce sous-programme incombe au Service de l'élaboration des politiques et des études de New York et au secrétariat du Comité permanent interorganisations à Genève et à New York.

23.5 Le Service de l'élaboration des politiques et des études (New York) et le secrétariat du Comité permanent interorganisations (Genève et New York) continueront d'élaborer un programme d'action humanitaire tenant compte des nouvelles tendances et de l'évolution de la situation humanitaire afin d'aider les organismes humanitaires à adopter des positions harmonisées, fondées sur le droit international humanitaire, les droits de l'homme et les principes directeurs énoncés dans l'annexe à la résolution 46/182.

23.6 Ils favoriseront la cohérence stratégique et opérationnelle en poursuivant l'élaboration d'un cadre de politique générale et d'orientation structuré à l'intention des coordonnateurs des opérations humanitaires, des bureaux de pays du Bureau de la coordination des affaires humanitaires et de l'ensemble des organismes humanitaires, compte tenu des besoins spécifiques des populations touchées, étant entendu que, pour qu'une intervention humanitaire soit efficace et globale, il convient d'accorder l'attention voulue aux paramètres que sont, notamment, le sexe, l'âge et l'incapacité. Ils dirigeront également l'élaboration de mesures, de directives et d'instruments d'analyse interorganisations. Ils mettront au point, en collaboration

avec des partenaires, un cadre commun de mesure, de suivi et d'évaluation des besoins qui contribuera à l'amélioration des données factuelles servant de fondement à la prise de décisions concernant l'utilisation des ressources. Le Service de l'élaboration des politiques et des études (New York) et le secrétariat du Comité permanent interorganisations (Genève et New York) s'efforceront d'assurer une meilleure prise en compte de la question de l'égalité des sexes dans le domaine de l'aide humanitaire. Ils s'emploieront à faire en sorte que les actions humanitaires menées dans le contexte des présences intégrées des Nations Unies soient bien coordonnées et respectueuses des principes humanitaires, conformément à la note d'orientation de 2006 du Secrétaire général relative aux missions intégrées. Ils établiront, à l'intention d'acteurs politiques tels que les États Membres et les agents de maintien de la paix, des aide-mémoire et des outils de diagnostic à utiliser durant la gestion des crises pour aider à faire en sorte que les principaux problèmes humanitaires soient dûment pris en considération. Ils participeront en outre à l'élaboration de programmes de formation et d'instructions permanentes destinés à permettre au personnel humanitaire et aux autres acteurs intervenant dans les situations d'urgence de se tenir au courant des principales politiques, méthodes et procédures humanitaires et de les appliquer avec souplesse et discernement. Enfin, ils contribueront au recensement des pratiques exemplaires et des idées novatrices qu'il est impératif de diffuser largement pour étayer et orienter les politiques, les décisions d'ordre opérationnel et la gestion des crises.

23.7 Par ailleurs, le Service de l'élaboration des politiques et des études (New York) et le secrétariat du Comité permanent interorganisations (Genève et New York) aideront les gouvernements des pays touchés, à leur demande, et les organisations compétentes, avec l'approbation du gouvernement intéressé, à protéger les déplacés et faciliteront leur action. Un soutien sera apporté à la mise en place de moyens efficaces de planifier le passage de la phase des secours aux phases de la reconstruction et du développement. De plus, on s'emploiera à mettre à profit les enseignements tirés de l'expérience pour améliorer les activités humanitaires à venir. Le secrétariat du Comité permanent interorganisations aidera le Comité à faire en sorte que la communauté internationale coordonne bien son action dans les situations de crise humanitaire. Les États Membres seront régulièrement informés de ces activités.

Sous-programme 2

Coordination de l'action humanitaire et des interventions d'urgence

Objectif de l'Organisation : Faire en sorte que les interventions humanitaires soient cohérentes, équitablement appuyées et rapides, afin d'alléger les souffrances qu'endurent les populations touchées par une catastrophe naturelle ou se trouvant dans une situation d'urgence complexe

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Amélioration de l'action de tous les organismes opérationnels des Nations Unies participant aux interventions humanitaires d'urgence	a) Pourcentage de situations d'urgence nouvelles ou de gravité croissante dans lesquelles le personnel est déployé dans un délai de 7 jours

- | | |
|--|--|
| <p>b) Accroissement des ressources extrabudgétaires disponibles pour les activités humanitaires et de la souplesse de ce type de financement au moyen de la procédure d'appel de fonds</p> | <p>b) i) Accroissement du pourcentage de secteurs et domaines et d'interventions prioritaires financés à hauteur d'au moins 50 %</p> <p>ii) Augmentation du nombre d'États Membres répondant aux appels de fonds lancés dans leur propre région</p> |
| <p>c) Utilisation rapide et coordonnée du Fonds central pour les interventions d'urgence dans les pays se trouvant dans une situation d'urgence nouvelle ou prolongée</p> | <p>c) i) Montant biennal des ressources reçues du Fonds que l'on peut décaisser pour répondre aux crises humanitaires</p> <p>ii) Pourcentage de projets présentés au titre de la composante interventions rapides du Fonds approuvés par le Coordonnateur des secours d'urgence dans un délai maximal de 3 jours suivant leur présentation</p> |

Stratégie

23.8 La responsabilité opérationnelle du sous-programme incombe à la Division de la coordination et des interventions et au secrétariat du Fonds central pour les interventions d'urgence à New York, ainsi qu'au Service des relations extérieures et de la mobilisation de l'aide de Genève.

23.9 La Division de la coordination et des interventions et le secrétariat du Fonds central pour les interventions d'urgence (New York) et le Service des relations extérieures et de la mobilisation de l'aide (Genève) conseilleront le Coordonnateur des secours d'urgence sur tous les aspects des décisions d'ordre opérationnel à prendre dans les situations d'urgence humanitaire grâce aux liens qu'ils ont établis dans le monde entier avec les coordonnateurs résidents, les coordonnateurs de l'action humanitaire et les unités de coordination hors Siège; ils mobiliseront, coordonneront et faciliteront l'aide humanitaire internationale; en collaboration avec la Section de préparation aux situations d'urgence et le Comité permanent interorganisations, ils renforceront la préparation en aidant les équipes de pays à planifier des mesures d'urgence; ils dirigeront les missions d'évaluation interinstitutions et interdépartemental, ou y participeront; et offriront en temps voulu aux organismes des Nations Unies des informations et des conseils concernant les activités d'aide humanitaire, en appliquant rigoureusement les principes directeurs énoncés dans l'annexe à la résolution 46/182 ainsi que la résolution 58/114 de l'Assemblée générale.

23.10 La Division de la coordination et des interventions et le secrétariat du Fonds central pour les interventions d'urgence (New York) et le Service des relations extérieures et de la mobilisation de l'aide (Genève) contribueront activement à accroître la prévisibilité du financement des activités humanitaires de façon qu'il puisse être remédié promptement à une crise qui se déclenche ou qui s'aggrave rapidement, en particulier au moyen du Fonds central pour les interventions d'urgence. Ils veilleront à ce que les directives relatives au fonctionnement du Fonds soient correctement appliquées et à ce que le Coordonnateur des secours d'urgence agisse en temps voulu. Tout en veillant à ce que les ressources allouées par le Fonds soient attribuées encore plus rapidement et sur la base d'évaluations judicieuses des besoins, le secrétariat du Fonds mettra en place les systèmes de

mesure des résultats nécessaires pour mesurer la valeur ajoutée de l'aide apportée aux bénéficiaires ainsi qu'aux organismes humanitaires qui œuvrent en faveur de ceux-ci. La Division de la coordination et des interventions et le secrétariat du Fonds central pour les interventions d'urgence (New York) et le Service des relations extérieures et de la mobilisation de l'aide (Genève) contribueront aussi au renforcement de la coopération entre les pays qui apportent leur aide et ceux qui en bénéficient.

23.11 La Division de la coordination et des interventions et le secrétariat du Fonds central pour les interventions d'urgence (New York) et le Service des relations extérieures et de la mobilisation de l'aide (Genève) s'emploieront à consolider les partenariats durables servant à mobiliser les ressources nécessaires aux opérations humanitaires et à promouvoir le renforcement des liens avec les États Membres et les organisations régionales pour ce qui concerne les politiques et les questions opérationnelles. En outre, ils appuieront davantage la collaboration entre le secteur public et le secteur privé, régie par les principes adoptés en 2007 par le Forum économique mondial et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires pour gouverner la collaboration entre ces secteurs dans le domaine humanitaire. Pour accroître la souplesse et la rapidité d'action, il faut que les donateurs fassent preuve d'une plus grande cohérence et qu'ils s'efforcent d'honorer leurs engagements dans les plus brefs délais. La Division de la coordination et des interventions et le secrétariat du Fonds central pour les interventions d'urgence (New York) et le Service des relations extérieures et de la mobilisation de l'aide (Genève) s'emploieront à améliorer le financement de l'action humanitaire en élaborant des normes et en mettant en place des mécanismes systématiques et efficaces de mise en œuvre et de suivi du financement des interventions d'urgence. La planification stratégique s'appuyant sur les plans d'action humanitaire communs que sont les appels éclairs et les procédures d'appel global, la Division de la coordination et des interventions et le secrétariat du Fonds central pour les interventions d'urgence (New York) et le Service des relations extérieures et de la mobilisation de l'aide (Genève) continueront de s'inspirer des expériences passées pour améliorer la pertinence et l'efficacité de ces instruments, de sorte que le mécanisme de coordination des interventions humanitaires soit renforcé, structuré et bien géré. Ils veilleront à ce qu'il soit effectivement tenu compte des besoins particuliers des femmes et des enfants, en faisant le nécessaire pour que des données ventilées soient utilisées lors de la préparation des appels.

23.12 Enfin, la Division de la coordination et des interventions et le secrétariat du Fonds central pour les interventions d'urgence (New York) et le Service des relations extérieures et de la mobilisation de l'aide (Genève) continueront de s'employer à améliorer les mécanismes de coordination aux échelons national, régional et international, afin d'appuyer les efforts des pays. Ils veilleront à ce que, pour renforcer les capacités des coordonnateurs résidents et des coordonnateurs de l'action humanitaire, on leur fournisse notamment des directives sur la responsabilité qui leur incombe dans l'élaboration de l'approche sectorielle, en coordination avec les autorités nationales de l'État touché, selon qu'il conviendra. La Division de la coordination et des interventions et le secrétariat du Fonds central pour les interventions d'urgence (New York) et le Service des relations extérieures et de la mobilisation de l'aide (Genève) s'assureront à cet égard que l'ensemble de leur personnel sur le terrain et de leur personnel d'appui au Siège dispose des connaissances nécessaires pour appuyer les groupes de travail sectoriels sur le

terrain selon qu'il conviendra. Ils veilleront aussi à ce que les coordonnateurs résidents et les coordonnateurs de l'action humanitaire reçoivent des directives suite aux décisions prises lors des débats intergouvernementaux organisés à l'ONU.

Sous-programme 3

Réduction des catastrophes naturelles

Objectif de l'Organisation : Réduire les risques de catastrophe naturelle et la vulnérabilité face à ces événements et en atténuer les effets

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Capacité et volonté accrues de donner effet au Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015 : pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes et de réduire les risques de catastrophe	a) i) Nombre accru de pays adoptant des cadres, des politiques ou des programmes nationaux de développement destinés à donner effet aux stratégies de réduction des risques de catastrophe ii) Nombre accru de pays rendant compte des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo
b) Accroissement de la capacité des pays de planifier des opérations de relèvement après une catastrophe, à tous les niveaux	b) i) Nombre accru de pays dont le gouvernement a évalué les besoins en matière de relèvement après une catastrophe ii) Nombre accru de pays incorporant des activités de réduction des risques de catastrophe dans la planification des opérations de relèvement consécutive à une catastrophe
c) Accroissement du niveau d'investissement dans les programmes et projets de réduction des risques de catastrophe et de relèvement	c) Nombre accru de programmes et de projets de réduction des risques de catastrophe financés par les gouvernements et la communauté internationale

Stratégie

23.13 La responsabilité de l'exécution du sous-programme incombe au mécanisme de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes et à son secrétariat.

23.14 Le secrétariat de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes est le centre de liaison au sein du système des Nations Unies pour la coordination de la prévention des catastrophes et favorise les synergies entre les activités du système et des organisations régionales en la matière et les activités menées dans les domaines socioéconomique et humanitaire.

23.15 La Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes a adopté le Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015 : pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes (voir A/CONF.206/6 et Corr.1), qui définit des objectifs stratégiques et des priorités d'action en vue de réduire les risques de catastrophe et que l'Assemblée générale a approuvé dans sa résolution 60/195. Le sous-programme

visé avant tout à atteindre les objectifs fixés par le Cadre d'action de Hyogo en renforçant l'engagement financier, politique et technique de toutes les parties prenantes à cette fin.

23.16 En suivant les orientations générales et les activités prescrites par l'Assemblée générale et en étroite coopération avec des pays et des partenaires à l'échelle mondiale, régionale et nationale et avec leur appui, le mécanisme de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes s'attachera à renforcer l'adaptation aux changements climatiques, les pratiques et politiques relatives au développement durable et à l'environnement, notamment les futurs modèles de développement durable, grâce à l'adoption d'une méthode rationnelle de prévention des risques de catastrophe et en œuvrant à une plus grande communauté de vues entre les scientifiques, les responsables politiques, les professionnels et le grand public.

23.17 À la demande de l'Assemblée générale, le secrétariat de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes facilitera, avec la participation des États Membres, des organisations partenaires et des autres parties prenantes, l'élaboration d'un cadre d'action pour la réduction des risques de catastrophe après 2015 qui sera adopté à la quatrième Conférence mondiale sur la prévention des risques de catastrophe en 2015 pour être ensuite approuvé par l'Assemblée générale.

23.18 En faisant fond sur le Rapport d'évaluation mondiale sur la prévention des risques de catastrophe de 2015 et le rapport final sur l'application du Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015, et en favorisant l'amélioration du mécanisme de contrôle du Cadre d'action de Hyogo et le développement du centre d'information PreventionWeb, le secrétariat de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes facilitera la production et la diffusion d'arguments convaincants susceptibles d'appuyer et de renforcer la prise de décisions en matière de politiques et de programmes, y compris la répartition des ressources, aux niveaux local, national et régional, afin d'accroître la résilience de la population, de prévenir les risques de catastrophe et de prévoir les effets des variations climatiques.

23.19 Les campagnes menées au titre de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes pour des écoles et des hôpitaux sûrs et des villes résilientes, ainsi que les autres actions de soutien impliquant les principales parties prenantes, notamment les maires, les représentants du secteur privé et les parlementaires, auront pour but d'aider à convaincre le public, les responsables politiques et les professionnels des avantages à concevoir et appliquer des politiques et programmes adaptés de prévention des risques de catastrophe.

23.20 Le secrétariat de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes sera chargé de fournir les conseils stratégiques et éléments nécessaires à l'élaboration des politiques et programmes régionaux par les organisations intergouvernementales régionales, les centres régionaux œuvrant à la prévention des risques de catastrophe et les autres forums régionaux.

23.21 Il appuiera la création et le développement de centres nationaux dédiés à la prévention des risques de catastrophe, de registres nationaux recensant les pertes consécutives aux catastrophes, de la cartographie des risques de catastrophe et de systèmes de suivi des flux financiers, et s'assurera que l'utilisation de ces moyens servira efficacement l'élaboration des futurs plans de développement et les choix en matière d'investissement.

23.22 S'appuyant sur son rôle de centre de liaison en matière de prévention des risques de catastrophe au sein du système des Nations Unies, le secrétariat de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes continuera de mobiliser toutes les entités du système en utilisant les fonctions et mécanismes de coordination pertinents, notamment le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination et le réseau de coordonnateurs résidents des Nations Unies, afin d'assurer la cohérence, dans le système des Nations Unies, des stratégies et des programmes destinés à appuyer les institutions locales, nationales et régionales sur les questions relatives à la prévention des risques de catastrophe. En outre, il continuera d'apporter un appui fonctionnel au Secrétaire général et aux organes de gestion de l'ONU.

23.23 À l'aide de son réseau de bureaux de pays, le Programme des Nations Unies pour le développement continuera d'appuyer l'élaboration et l'exécution de programmes et de projets de réduction des risques de catastrophe aux niveaux régional et national. Il s'emploiera principalement à mettre au point des outils permettant d'intégrer systématiquement la prévention des risques de catastrophe dans les plans de développement et de relèvement, afin de donner à ses partenaires les moyens de réduire ces risques. Les outils en question font partie de l'initiative de renforcement des capacités, lancée en 2006, afin de mettre en place des conseillers nationaux dans les pays exposés aux catastrophes. Dans le cadre des efforts visant à renforcer les capacités d'intervention en cas de catastrophe, on mènera à bien les activités suivantes : analyse et surveillance des risques; élaboration, mise en œuvre et évaluation des politiques et des programmes; sensibilisation et mobilisation de ressources; formation.

Sous-programme 4

Services d'appui d'urgence

Objectif de l'Organisation : Apporter rapidement une aide humanitaire internationale aux victimes de situations d'urgence ou de catastrophes naturelles, y compris les catastrophes écologiques et les accidents technologiques

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Mobilisation rapide des mécanismes internationaux d'intervention d'urgence afin de faciliter l'apport de l'aide humanitaire internationale aux victimes des catastrophes et des situations d'urgence	a) L'aide internationale est fournie aux pays touchés dans les 48 heures qui suivent leur demande d'assistance.
b) Renforcement de la capacité et de la préparation des réseaux et partenariats nationaux et internationaux de gestion des situations d'urgence et de catastrophe afin de mieux faire face à ces situations	b) Nombre accru de partenariats et de réseaux nationaux et internationaux capables de faire face efficacement aux catastrophes et aux situations d'urgence

Stratégie

23.24 La responsabilité de l'exécution de ce sous-programme incombe au Service des interventions d'urgence de Genève.

23.25 Un appui sera apporté aux pays touchés par des conflits ou par des catastrophes par le renforcement des mécanismes d'intervention d'urgence, la promotion de la participation des pays en développement et des pays exposés aux catastrophes aux réseaux d'intervention d'urgence, le développement et le renforcement des capacités en matière de coordination des interventions humanitaires, et l'amélioration des mécanismes, instruments et procédures de mobilisation et de coordination de l'aide internationale en cas de catastrophe naturelle ou de situation d'urgence complexe. Il est également prévu d'accroître la participation des pays bénéficiaires et donateurs potentiels, à l'aide d'une approche régionale, et celle des organismes des Nations Unies, à certaines activités, dont des programmes de formation et d'entraînement et des activités de renforcement des capacités de planification préalable.

23.26 L'accent sera mis sur la diffusion rapide, auprès des partenaires intéressés, d'informations sur la situation dans les pays touchés par des situations d'urgence ou des catastrophes, notamment sur les ressources nécessaires; sur l'activation des dispositifs de planification préalable et d'intervention en cas de catastrophe ou de situation d'urgence; sur le renforcement des équipes des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe dans différentes régions; sur l'uniformisation des procédures opérationnelles concernant les équipes internationales de recherche et de sauvetage en milieu urbain; sur la poursuite de l'extension d'un vaste réseau de partenaires, comprenant des gouvernements, des organismes des Nations Unies, des organisations intergouvernementales, les organisations non gouvernementales concernées, et des entreprises privées; sur le renforcement et la diversification des mécanismes d'intervention et d'envoi de renforts rapides et l'amélioration de la coordination entre les différentes structures; et sur le renforcement, à la demande des États Membres, de la coordination entre civils et militaires et entre militaires aux niveaux national et régional, indispensable pour appuyer les opérations internationales de secours humanitaires plus efficacement et de façon plus cohérente, grâce à l'application du programme de formation des Nations Unies concernant la coordination entre civils et militaires. On veillera également à mieux recenser et à mieux prendre en compte, durant la phase d'intervention, les conséquences écologiques graves des catastrophes et à renforcer la coordination en matière de logistique humanitaire et de préparation aux situations d'urgence humanitaire, en élargissant la coopération avec les partenaires concernés.

Sous-programme 5

Information et mobilisation dans les situations d'urgence humanitaire

Objectif de l'Organisation : Plaider efficacement en faveur du respect des principes humanitaires et de la mise en commun des connaissances, au bénéfice des populations touchées par les catastrophes et les situations d'urgence

Réalisations escomptées du Secrétariat

a) Meilleure sensibilisation aux principes et aux problèmes humanitaires et plus grande considération à leur égard

Indicateurs de succès

a) i) Augmentation du nombre d'entretiens demandés par les médias avec les responsables du Bureau de la coordination des affaires humanitaires à propos des principes et actions humanitaires

	ii) Augmentation du nombre de questions relatives aux principes et actions humanitaires adressées par les médias au Bureau de la coordination des affaires humanitaires
b) Renforcement des partenariats avec des organisations humanitaires en vue de la mise en commun, la coordination et l'harmonisation de l'information	b) Augmentation du nombre de nouveaux accords relatifs à la mise en commun d'informations harmonisées approuvés par le Comité permanent interorganisations

Stratégie

23.27 La responsabilité de l'exécution de ce sous-programme incombe au Service des communications et de l'information.

23.28 Le Service des communications et de l'information continuera d'aider le Coordonnateur des secours d'urgence et les organisations humanitaires à encourager les États Membres et les parties aux conflits à appliquer les principes humanitaires énoncés dans les résolutions 46/182 et 58/114 de l'Assemblée générale et à les sensibiliser à la nécessité de respecter le droit international humanitaire, de protéger les civils dans les conflits armés et d'assurer la sûreté et la sécurité des agents humanitaires. Des efforts soutenus continueront d'être déployés pour que l'on continue à faire la distinction entre civils et combattants.

23.29 Le Service des communications et de l'information s'emploiera aussi à user de nouveaux moyens pour remettre sur le devant de la scène les situations d'urgence et les catastrophes naturelles tombées dans l'oubli, tels que l'envoi de messages clefs concertés aux médias nationaux et internationaux au moyen de son site Web (voir <http://unocha.org>) et une action de plaidoyer menée seule ou en collaboration avec des organisations non gouvernementales, des groupes de la société civile et des établissements universitaires. Il proposera également des services – communiqués de presse, messages d'alerte aux médias, entretiens et réunions d'information publiques, tribunes libres, conception de stratégies de communication et de sensibilisation dans les situations de crise – qui permettront de faire mieux connaître les stratégies et les messages propres à tel ou tel pays, ce qui aura pour effet de renforcer l'action en matière de sensibilisation aux questions humanitaires.

23.30 Une autre activité essentielle du sous-programme consistera à diffuser rapidement des renseignements fiables sur les situations d'urgence et les catastrophes naturelles en cours afin de faciliter la prise de décisions et les activités humanitaires sur le terrain. Le Service des communications et de l'information renforcera encore les moyens mis en place pour recueillir, analyser, diffuser et échanger des informations sur les crises et les activités humanitaires en étendant ses réseaux d'information, ses relations avec les médias et ses activités de communication. À ce titre, il actualisera et améliorera ses principaux sites Web, à savoir unocha.org et reliefweb.int, et les réseaux régionaux intégrés d'information, qui constituent son service d'information humanitaire indépendant sur le terrain. Il s'emploiera également à consolider les partenariats qu'il a établis avec diverses entités humanitaires pour mettre en commun, coordonner et harmoniser l'information. Enfin, il s'efforcera d'aider à arrêter des instruments communs pour créer une base de connaissances à l'usage des organisations humanitaires.

Textes portant autorisation du programme

Résolutions de l'Assemblée générale

- | | |
|---------------|--|
| 46/182 | Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence de l'Organisation des Nations Unies |
| 47/120 A et B | Agenda pour la paix : diplomatie préventive et questions connexes |
| 52/12 | Rénover l'Organisation des Nations Unies : un programme de réformes |
| 52/167 | Sûreté et sécurité du personnel humanitaire |
| 60/1 | Document final du Sommet mondial de 2005 |
| 62/208 | Examen triennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies |
| 66/117 | Sûreté et sécurité du personnel humanitaire et protection du personnel des Nations Unies |
| 66/119 | Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies |

Résolutions du Conseil économique et social

- | | |
|--------|--|
| 2010/1 | Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies |
| 2011/8 | Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies |

Résolutions du Conseil de sécurité

- | | |
|-------------|---|
| 1894 (2009) | Protection des civils en période de conflit armé |
| 1974 (2011) | Prorogation du mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan |
| 1991 (2011) | Prorogation du mandat de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo |
| 1996 (2011) | Création de la Mission de l'Organisation des Nations Unies au Soudan du Sud |
| 2000 (2011) | Prorogation du mandat de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire |
| 2001 (2011) | Prorogation du mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq |
| 2003 (2011) | Prorogation du mandat de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour |
| 2010 (2011) | Renouvellement de l'autorisation donnée aux États membres de l'Union africaine de maintenir la Mission de l'Union africaine en Somalie et renforcement du dispositif d'appui à la Mission |

- 2011 (2011) Prorogation de l'autorisation de la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan
- 2012 (2011) Prorogation du mandat de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti

Sous-programme 1

Analyse des politiques

Résolutions de l'Assemblée générale

- 56/89 Portée de la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé
- 61/117 Applicabilité de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, au territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et aux autres territoires arabes occupés
- 62/134 Élimination du viol et d'autres formes de violence sexuelle dans toutes leurs manifestations, notamment dans les conflits et les situations apparentées
- 63/147 Nouvel ordre humanitaire international
- 64/75 Participation de volontaires, les « Casques blancs », aux opérations de secours humanitaires et aux activités de relèvement et de coopération technique pour le développement entreprises par l'Organisation des Nations Unies
- 66/119 Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies
- 66/135 Aide aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés en Afrique
- 66/165 Aide et protection en faveur des déplacés dans leur propre pays
- 66/227 Coopération internationale en matière d'aide humanitaire à la suite de catastrophes naturelles : de la phase des secours à celle de l'aide au développement

Résolution du Conseil de sécurité

- 2011 (2011) Prorogation de l'autorisation de la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan

Sous-programme 2
Coordination de l'action humanitaire et des interventions d'urgence

Résolutions de l'Assemblée générale

- | | |
|--------|---|
| 61/219 | Assistance internationale pour le redressement économique de l'Angola |
| 62/9 | Renforcement de la coopération internationale et coordination des efforts déployés pour étudier et atténuer le plus possible les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl |
| 63/18 | La situation en Afghanistan |
| 63/136 | Aide humanitaire et reconstruction au Libéria |
| 63/147 | Nouvel ordre humanitaire international |
| 63/279 | Coopération et coordination internationales en vue du rétablissement de la santé de la population, de la régénération de l'environnement et du développement économique de la région de Semipalatinsk au Kazakhstan |
| 64/74 | Assistance humanitaire, secours d'urgence et relèvement pour El Salvador à la suite des effets dévastateurs de l'ouragan Ida |
| 64/129 | Aide aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés en Afrique |
| 64/250 | Assistance humanitaire, secours d'urgence et relèvement pour Haïti à la suite des effets dévastateurs du tremblement de terre dans ce pays |
| 65/133 | Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies |
| 65/135 | Assistance humanitaire, secours d'urgence, redressement, relèvement et reconstruction face à la situation d'urgence humanitaire en Haïti, et notamment face aux effets dévastateurs du tremblement de terre |
| 65/136 | Assistance d'urgence et aide à la reconstruction d'Haïti, de Sainte-Lucie, de Saint-Vincent-et-les Grenadines et des autres pays touchés par l'ouragan Tomas |
| 66/9 | Assistance humanitaire d'urgence au relèvement et à la reconstruction du Belize, du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et de Panama |
| 66/118 | Assistance au peuple palestinien |
| 66/119 | Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies |
| 66/120 | Renforcement de l'aide humanitaire, des secours d'urgence et des initiatives de relèvement face à la grave sécheresse sévissant dans la corne de l'Afrique |

- 66/227 Coopération internationale en matière d'aide humanitaire à la suite de catastrophes naturelles : de la phase des secours à celle de l'aide au développement
- 66/228 Aide aux survivants du génocide de 1994 au Rwanda, en particulier aux orphelins, aux veuves et aux victimes de violences sexuelles

Résolutions du Conseil de sécurité

- 1974 (2011) Prorogation du mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan
- 1991 (2011) Prorogation du mandat de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
- 1996 (2011) Création de la Mission de l'Organisation des Nations Unies au Soudan du Sud
- 2000 (2011) Prorogation du mandat de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
- 2001 (2011) Prorogation du mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq
- 2003 (2011) Prorogation du mandat de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour
- 2010 (2011) Renouvellement de l'autorisation donnée aux États membres de l'Union africaine de maintenir la Mission de l'Union africaine en Somalie et renforcement du dispositif d'appui à la Mission
- 2011 (2011) Prorogation de l'autorisation de la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan
- 2012 (2011) Prorogation du mandat de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti

Sous-programme 3
Réduction des catastrophes naturelles

Résolutions de l'Assemblée générale

- 54/219 Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles : arrangements consécutifs
- 63/137 Renforcement des secours d'urgence et des activités de relèvement, de reconstruction et de prévention à la suite du tsunami catastrophique survenu dans l'océan Indien
- 63/215 Coopération internationale pour l'atténuation des effets du phénomène El Niño
- 63/217 Catastrophes naturelles et vulnérabilité
- 64/200 Stratégie internationale de prévention des catastrophes
- 65/157 Stratégie internationale de prévention des catastrophes

- | | |
|--------|---|
| 66/119 | Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies |
| 66/199 | Stratégie internationale de prévention des catastrophes |
| 66/227 | Coopération internationale en matière d'aide humanitaire à la suite de catastrophes naturelles : de la phase des secours à celle de l'aide au développement |

Sous-programme 4

Services d'appui d'urgence

Résolutions de l'Assemblée générale

- | | |
|--------|---|
| 56/99 | Secours d'urgence en cas de catastrophe |
| 60/13 | Renforcement des secours d'urgence, du relèvement, de la reconstruction et de la prévention au lendemain de la catastrophe du tremblement de terre en Asie du Sud : Pakistan |
| 62/9 | Renforcement de la coopération internationale et coordination des efforts déployés pour étudier et atténuer le plus possible les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl |
| 63/137 | Renforcement des secours d'urgence et des activités de relèvement, de reconstruction et de prévention à la suite du tsunami catastrophique survenu dans l'océan Indien |
| 65/307 | Renforcement de l'efficacité et de la coordination de l'utilisation de moyens militaires et de protection civile en cas d'intervention face à une catastrophe naturelle |
| 66/119 | Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies |
| 66/227 | Coopération internationale en matière d'aide humanitaire à la suite de catastrophes naturelles : de la phase des secours à celle de l'aide au développement |

Sous-programme 5

Information et mobilisation dans les situations d'urgence humanitaire

Résolutions de l'Assemblée générale

- | | |
|--------|--|
| 62/91 | Renforcement des secours d'urgence et des activités de relèvement, de reconstruction et de prévention à la suite du tsunami catastrophique survenu dans l'océan Indien |
| 63/137 | Renforcement des secours d'urgence et des activités de relèvement, de reconstruction et de prévention à la suite du tsunami catastrophique survenu dans l'océan Indien |

- 66/119 Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence
fournie par les organismes des Nations Unies
- 66/227 Coopération internationale en matière d'aide humanitaire à la suite
de catastrophes naturelles : de la phase des secours à celle de l'aide
au développement
-